

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.95

10 mars 1998

(98-0948)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): Belgique
2.	Organisme responsable: Gouvernement Wallon Cabinet du Ministre de l'environnement, des ressources naturelles et de l'agriculture Square de Meeûs 35 B-1040 Bruxelles Téléphone: + 32 2 515 88 11 Téléfax: + 32 2 511 36 15 L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Le système d'épuration individuelle qui peut être: - l'unité d'épuration individuelle de 1 à 20 équivalent-habitant; - l'installation d'épuration individuelle entre 20 et 100 équivalent-habitant; - la station d'épuration individuelle égale ou supérieure à 100 équivalent-habitant.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté du gouvernement wallon portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires
6.	Teneur: Ce règlement détermine essentiellement les obligations et les délais que les communes et les habitations doivent respecter en matière d'égouttage et d'épuration individuelle; obligations et délais qui s'appliquent aux zones égouttées ou égouttables et aux zones faiblement habitées telles que définies par le plan général d'égouttage de la commune.

./.

Plus spécifiquement en matière d'épuration individuelle, ce règlement fixe, suivant la charge polluante à traiter, les normes de rejet, les conditions d'exploitation et les modalités d'évacuation des eaux traitées à respecter.

Pour les équipements les plus communément utilisés, il en décrit les éléments qui les composent, les conditions d'exploitation et les modalités d'évacuation des eaux traitées.

Le règlement détermine les procédures d'autorisation et de contrôle de l'installation de ces systèmes d'épuration individuelle.

Il prévoit l'obligation pour le fournisseur ou l'installateur des systèmes d'épuration individuelle de certifier que le système installé, quel qu'il soit, répond aux normes de rejet fixées en annexe III du règlement en projet.

Mots-clés: A.G.W. portant sur la collecte des eaux urbaines résiduaires et comportant une réglementation technique relative à l'installation et au rejet des systèmes d'épuration individuelle.

7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: En application de la Directive n° 91/271/CEE et du Décret wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface, nous sommes tenus d'établir un cadre réglementaire à l'intention des communes et des habitations en matière d'égouttage et d'épuration individuelle.

Pour éviter qu'en matière d'épuration individuelle, on installe n'importe quoi et pour protéger au mieux l'environnement, ce règlement établit des règles techniques de fonctionnement pour des systèmes bien connus tout en admettant l'usage de systèmes peu connus ou pas connus à ce jour (annexe II.1.4 autres procédés) à condition que ces systèmes répondent aux normes de rejet et d'exploitation de l'annexe III.

8. Documents pertinents:

- la Directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991;
- le Décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié par le Décret du 23 juin 1994, notamment les articles 2, 32, 35 et 39;
- l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage.

9. Date projetée pour l'adoption: }
Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours

10. Date limite pour la présentation des observations:

11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: CIBELNOR